

Communiqués



Communiqués

LIBÉRATION DE CÉCILE KOHLER ET JACQUES PARIS : UN SOULAGEMENT IMMENSE, UNE EXIGENCE DE VIGILANCE ET DE FERMETÉ

Le Parti socialiste rappelle avec force que la détention arbitraire de ressortissants étrangers constitue une violation grave du droit international et des principes fondamentaux de justice. Elle ne peut être tolérée ni banalisée.

Cette situation appelle une vigilance constante de la communauté internationale et une action déterminée pour que de telles pratiques cessent définitivement.

La France doit rester mobilisée pour la défense de ses ressortissants, partout dans le monde, et pour la protection du droit international, sans lequel aucune paix durable n'est possible

FACE AUX MENACES DE DESTRUCTION PROFÉRÉES PAR DONALD TRUMP : REFUSER L'ANÉANTISSEMENT, DÉFENDRE LE DROIT ET LES PEUPLES

Le Bureau national du Parti socialiste exprime sa plus vive inquiétude et sa condamnation la plus ferme à la suite des déclarations du président des États-Unis, Donald Trump, menaçant explicitement l'Iran de la destruction d'« une civilisation entière ».

Ces propos ne sont pas seulement une provocation. Ils traduisent une dérive profonde de la politique internationale américaine, où la menace d'anéantissement prend le pas sur toute logique diplomatique.

Pour la première fois, à ce niveau de responsabilité depuis des décennies, ce n'est pas seulement un régime qui est visé — aussi ignoble soit-il — mais un peuple, une histoire, une civilisation parmi les plus anciennes et les plus riches du monde.

En cela, cette menace est inédite. Elle rompt avec les principes fondamentaux du droit international. Elle fait ressurgir l'idée, que l'on croyait à jamais disqualifiée, selon laquelle la destruction d'un peuple pourrait constituer un horizon politique — écho contemporain au delenda Carthago.

Le Parti socialiste rappelle avec force que le régime des mollahs est une théocratie sanguinaire aux mains des gardiens de la Révolution, qui réprime son peuple et écrase les libertés fondamentales. Mais rien — absolument rien — ne saurait justifier que l'on menace un peuple dans son existence même, ni que l'on confonde délibérément un régime et la civilisation qu'il prétend incarner...

Il appelle :

Les autorités américaines à revenir immédiatement à une parole responsable et à renoncer à toute logique d'anéantissement ;

A une reprise urgente des initiatives diplomatiques sous l'égide des Nations unies ;

La France et l'Union européenne à porter une voix claire, indépendante et exigeante pour prévenir l'escalade et rouvrir les voies du dialogue.

Dans un monde déjà fragilisé par les conflits et les crises, la menace de destruction d'un peuple ne peut être ni relativisée ni banalisée.

Car il n'y a pas de paix possible lorsque la guerre vise les civilisations elles-mêmes.